

nais à 2,5 millions d'hommes adultes (3). Ce n'est donc pas le manque de main-d'œuvre agricole, mais le système non rentable d'exploitations naines dans l'agriculture (831.000 entreprises agricoles polonaises ont actuellement encore une superficie inférieure à 2 ha.!) qui est à la source des difficultés d'approvisionnement des villes en vivres.

A cela s'ajoute le poids des éléments capitalistes dans l'agriculture (en Pologne, 5,1 % des paysans possèdent 15,6 % des terres) et dans le commerce (30 % du commerce de détail est encore commerce privé) qui donnent au développement de l'agriculture du « glacis » une tendance nettement spéculative. Minc explique que l'augmentation énorme du nombre des porcs depuis la fin de la guerre — (de 2,7 millions en 1946 à 5,1 millions en 1948 et 9,9 millions fin 1950, dépassant ainsi le nombre absolu d'avant-guerre et le doublant presque par hectare de terre arable) — est due à une politique gouvernementale restreignant les exportations de blé, permettant aux paysans d'utiliser ce blé comme fourrage et achetant le porc à un prix élevé afin d'exporter du lard. Dès que des difficultés d'approvisionnement en fourrage se présentèrent en automne 1951, par suite de la sécheresse et de la mauvaise récolte, les paysans cossus commencèrent à stocker les céréales (les koulaks polonais produisent 26 % du blé) et les pommes de terre pour nourrir leurs porcs et à abattre une partie des porcs producteurs, causant ainsi une pénurie à la fois de viande et de pommes de terre dans la ville et une hausse fantastique des prix au marché noir. En Hongrie, les mêmes phénomènes s'étaient produits quelques mois auparavant. Rakosi explique (Szabad Nep, 2 décembre 1951) que la production industrielle hongroise a dépassé l'indice 250, moyenne d'avant-guerre : 100), alors que la production agricole se trouve seulement à l'indice 116. Rakosi, plus franc que Minc, explique que, même sans la mauvaise récolte causée par la sécheresse, les phénomènes se seraient manifestés : stockage de blé et de pommes de terre transformés en fourrage ; spéculation sur la viande ; hausse énorme des prix sur le marché libre (Rakosi cite comme exemple le prix d'un veau de 140 kg qui de 900 forint au printemps 1950 s'éleva à 5 et 6.000 forint au printemps 1951). Mais, alors que Minc voit dans le rationnement la meilleure solution immédiate des difficultés, Rakosi explique que le rationnement introduit au début 1951 en Hongrie avait accentué la spéculation et le fit abolir à nouveau en décembre.

Les mêmes phénomènes se sont également produits de façon particulièrement pernicieuse en Tchécoslovaquie (discours de Zapotocki, Rude Pravo, 1^{er} novembre 1951).

La pression des koulaks se manifeste non seulement par le stockage mais aussi par un retard considérable dans le paiement des impôts. Aussi bien Minc que Rakosi citent à ce sujet de nombreux exemples. Rakosi cite l'exemple d'un koulak qui avait des dettes de 2.700 forint envers l'Etat ; il avait acheté

entre temps une maison pour 18.000 forint, un cheval (4.000 forint), une vache (3.500 forint) et on justifia son attitude au « conseil » du village — détail significatif sur l'influence des koulaks ! — ainsi : « Quand on a tant de dépenses (!), on n'a plus de ressources pour payer ses impôts ».

L'exemple des koulaks, reconnaît Minc, a développé les tendances spéculatives chez les paysans moyens. C'est là le phénomène le plus grave de la situation, car les paysans moyens dominent l'agriculture, et l'Etat doit pouvoir s'appuyer sur leur neutralité. Aussi, le gouvernement polonais s'est-il vu obligé de passer à des mesures de contrainte : livraison obligatoire de pommes de terre (décret du 8 octobre 1951) ; livraison obligatoire d'un certain nombre de bovins, porcs et volailles (loi de février 1952). Le rationnement a été rendu plus sévère en Pologne, Tchécoslovaquie et Roumanie. Les quotas de livraison de céréales y ont été tellement élevés que non seulement les koulaks mais même nombre de paysans moyens sont obligés d'acheter des quantités supplémentaires au marché libre pour pouvoir remplir leurs obligations. Des réformes monétaires (octobre 1950 en Pologne, février 1952 en Roumanie) doivent diminuer les réserves monétaires des koulaks. En même temps, Minc, Rakosi et Zapotocki insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas de modifier fondamentalement la politique agricole de leurs gouvernements, qu'ils n'ont aucune intention de « liquider » les koulaks, mais seulement de freiner leur activité nuisible. Ainsi, la politique agricole stalinienne dans le glacis reste empreinte d'hésitation, d'emprisonnement et d'incohérence (4).

La disproportion entre l'industrie et l'agriculture, renforcée à son tour par la disproportion entre le développement de l'élevage et celui des cultures fourragères — (en Pologne le nombre de porcs a presque doublé de 1948 à 1950, la production de seigle n'a augmenté que de 3 %, celle de l'orge de 7 % et celle des pommes de terre de 39 %) — a provoqué plusieurs phénomènes de déséquilibre :

a) Les prix agricoles montent beaucoup plus vite que les prix industriels : D'après le bulletin du bureau d'information polonais (janvier 1952) 10 kg. de viande sur pied rapportaient en moyenne avant la guerre 23 kg. de sel ou 14 litres de pétrole ; ils rapportent aujourd'hui 100 kg. de sel ou 50 litres de pétrole. Avant la guerre, le paysan devait payer pour une charrette 210 l. de lait non écrémé ; 100 kg. d'engrais nitrates contenaient le même prix. Aujourd'hui, il peut acheter une charrette pour la contre-valeur de 70 l. de lait non écrémé, et 100 kg. d'engrais nitrates 45 l. de lait, etc.

b) La consommation paysanne s'élève plus rapidement que la consommation ouvrière. Par tête d'habitant du village polonais, elle a reculé en 1950 par rapport à 1938 pour les pommes de terre, mais a augmenté pour le blé de 43 kg. à 52 kg. et pour la viande de 13,7 kg. à 17 kg. (Pour une Paix durable, 14 septembre 1951), alors que la production

(3) Il y a en Pologne en moyenne 90 personnes, dont 56 adultes, qui vivent de l'exploitation de 100 ha., et en Hongrie plus de 200 personnes pour chaque unité de 300 jongs (171 ha.).

(4) Dans son discours précité, Rakosi, reconnaît que les exportations massives de blé de 1948 avaient accentué la crise. La façon anti-économique dont fut réalisée la réforme agraire en Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale a eu les mêmes effets.